

**Rwanda** Une quarantaine de pays ont accepté mardi à Genève de contribuer à un fonds d'urgence pour le Rwanda. Mais les besoins restent supérieurs aux subventions

## LES PAYS DONATEURS MESURENT LEUR GÉNÉROSITÉ

Peut encore mieux faire : tel est le verdict prononcé par le responsable des opérations humanitaires de l'ONU à l'issue de la conférence réunissant mardi à Genève une quarantaine de pays, invités à contribuer à un fonds d'urgence pour le Rwanda. « La communauté internationale a agi généreusement mais je crois qu'il faudra être encore un petit peu plus généreux », a ainsi estimé Ray Wilkinson, le responsable humanitaire de l'ONU. L'appel lancé à Genève par les Nations Unies a permis de recueillir 430 millions de dollars (2,34 milliards de francs français). Sur cette somme, 137 mil-

lions de dollars seront consacrés aux opérations humanitaires de l'ONU, le reste des fonds récoltés étant destiné à d'autres organisations humanitaires comme la Croix-Rouge. Mais l'exode vers le Zaïre et les épidémies ont brutalement augmenté les besoins de l'ONU qui a revu à la hausse ses prévisions, estimant désormais que 437 millions de dollars seront nécessaires d'ici à la fin de l'année pour faire face à une situation qualifiée d'« infernale » par un haut responsable onusien à Genève.

En réalité, toutes les organisations humanitaires présentes au Rwanda ou à la frontière zai-

roise sont confrontées à une pénurie de ressources financières face à l'ampleur de la tragédie. La semaine dernière, l'Action internationale contre la faim (AICF) a ainsi lancé un appel pour collecter 20 millions de francs pour couvrir ses besoins au Rwanda. De son côté, Médecins sans frontières (MSF), qui a investi 10 millions de francs français par semaine au plus fort de l'épidémie de choléra, met en garde contre les menaces encore à venir : « Pour les trois prochains mois, la prise en charge d'un groupe de 200 000 réfugiés nécessitera environ 10 millions de francs français. Mais cette estimation ne

tient pas compte de nouvelles menaces d'épidémies ou de nouvelles urgences. Or, d'ores et déjà, se profilent les risques de famine. Une catastrophe supplémentaire à laquelle les organisations humanitaires ne pourront pas faire face toutes seules », estime un responsable de MSF, qui souhaite que les États s'investissent de manière plus conséquente pour augmenter l'aide alimentaire indispensable.

Dans un avenir plus immédiat, la zone humanitaire sûre (ZHS) placée sous protection française dans le sud-ouest du Rwanda devrait être délimitée et placée sous contrôle de

l'ONU après le 22 août, date officielle du retrait des troupes françaises. Cette décision a été annoncée mardi à la suite d'un accord avec les nouvelles autorités rwandaises qui auraient accepté que les forces du Front patriotique rwandais (FPR) entrent sans armes dans cette zone. La Minuar, la mission de l'ONU au Rwanda, qui devra veiller à ce que le périmètre de la ZHS soit respecté, sera renforcée par des contingents militaires africains, notamment sénégalais, qui ont déjà participé à la mise en place de cette zone. Le nouveau gouvernement rwandais, qui avait été un temps retenu à l'égard des contingents

ayant assisté l'armée française, ne ferait alors désormais plus d'objections à leur présence. Cette perspective permettrait-elle d'éviter un nouvel exode de populations vers le Zaïre après le retrait français ? L'ensemble des acteurs humanitaires présents sur le terrain le craignent et tentent d'encourager les réfugiés à rentrer chez eux en installant des relais sur la route du retour. Mais en attendant, à Goma, l'asile humanitaire commence à accueillir des convalescents, mardi, des soldats zairiens ont pillé une partie, cette aide destinée aux réfugiés.

Marie MALAGARDIS

**Consommation** Le service de la répression des fraudes publie son rapport annuel, un florilège d'abus, au moment où certains commerçants indécents attendent le touriste

## HISTOIRES DE TORCHONS DÉGUISÉS EN SERVIETTES

Monsieur contemple dépité la ridicule portion de poisson qu'accompagnent des carottes vichy. En fait de cabillaud, c'est du colin d'Alaska. Madame est déçue : les plantureuses coquilles Saint-Jacques surgelées qu'elle a amoureusement mitonnées se sont littéralement évaporées dans la poêle. Plus de 40 % des prélèvements réalisés sur les poissons et les crustacés ont révélé une teneur excessive en eau destinée à augmenter artificiellement le poids.

Les carottes pourtant pompeusement vendues à l'étalage comme venant des « sables de Créances », dans la Manche, sont insipides. Sept tonnes de racines bataves vaguement orangées et dopées aux nitrates ont été démasquées, ainsi que des prunes ibériques se targuant d'être françaises pour appâter le chauvinisme de la ménagère.

Les investigations des 4 000 limiers de la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) qui vient de publier son rapport annuel, ont permis de confondre les torchons déguisés en serviettes. Plus de 500 000 enquêtes ont été réalisées en 1993 portant sur la sécurité, la qualité, la concurrence et la consommation. Faux soldes, discriminations abusives, publicités mensongères sont traqués par les chevaliers blancs de l'appellation contrôlée et les gardiens de la chaîne du froid.

### Vulgaires patates et petit chèvre

Voyage en Chine, petits caudeux ou valise de billets offerts par les laboratoires pharmaceutiques aux médecins ont parfois un effet fâcheux sur l'allonge-

ment des ordonnances et partant sur le creusement du déficit de la Sécurité sociale. Une douzaine d'affaires de ce type ont été transmises aux tribunaux.

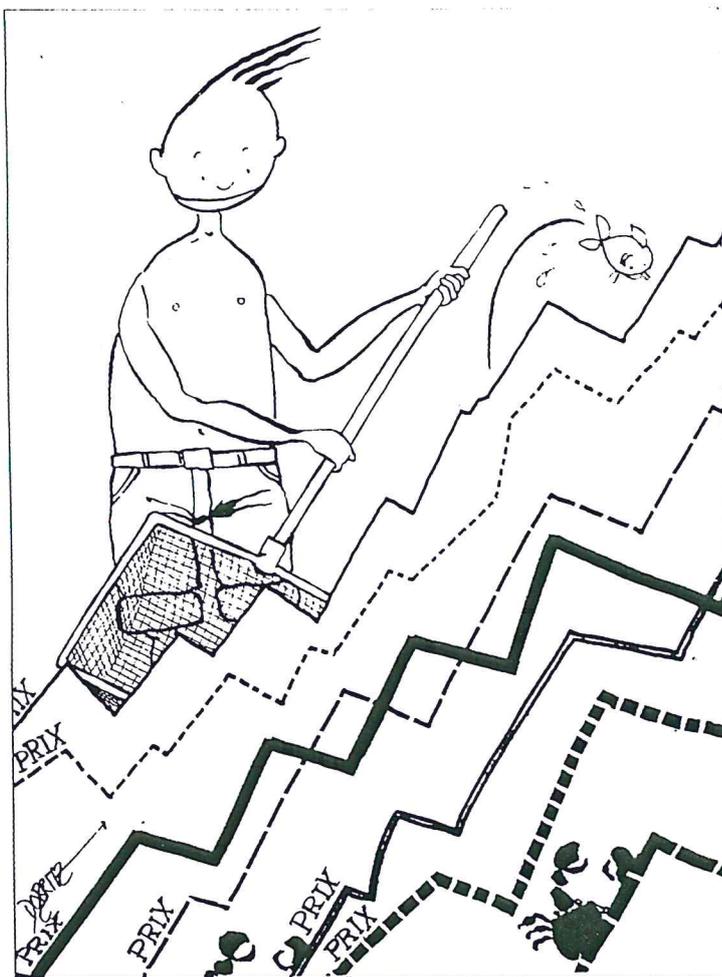
Pendant ce temps, pour faire passer sa kyrielle de gellules, Monsieur se verse une rasade de vin. Las, l'acide tartrique ne suffit pas à faire de cette piquette ce qu'annonce son étiquette. Deux marchés parallèles de faux grands crus usurpant le prestige des pomard, gevery chambertin et autres chablis pour un total de près de 1,5 million de bouteilles ont été démantelés.

Restés sur leur faim, Monsieur et Madame décident de se rendre au restaurant. Mais derrière les périphrases ampoulées et les intitulés emphatiques de la carte, l'ersatz les guette. Habillées en robe des champs, de vulgaires patates tentent de se faire passer pour des « belles de Fontenay », le petit chèvre de la bergerie lambda est anobié avec particule en « crottin de Chavignot », le crabe de la salade est en fait un bâtonnet caoutchouteux aromatisé.

Courage cependant : contrôles et sanctions commencent à porter leurs fruits ! Les restaurants d'autoroute, de sinistre réputation, ont vu leur taux d'infraction divisé par dix, tombant ainsi à 2,5 %.

Le lendemain matin, le fait que son canapé-lit ne soit pas véritablement « tout cuir » — comme près de 40 % de ces articles testés — n'ayant pas troublé son sommeil, Monsieur prend sa douche. Comme cette histoire est un peu tirée par les cheveux, il décide de se les sécher. Son sèche-cheveux se transforme en lance-flammes.

Pour atténuer l'odeur de grillade porcine, Monsieur s'as-



perge de « Drakar noir » acquis à vil prix... À partir du marché de Malakoff (Hauts-de-Seine), les inspecteurs de Bercy ont remonté une filière sur le point d'écouler 800 000 flacons de parfums contrefaits. Les 93 pro-

cédures engagées en la matière protègent davantage les marques que les consommateurs, pour dupes de prix dérisoires pour des griffes aussi prestigieuses.

La DGCCRF conseille de se

méfier des trop bonnes affaires, des produits sans marque et de privilégier les matériels porteurs de la marque NF. Outre les sèche-cheveux lancés, flammes, les tests en laboratoire ont permis de retirer de la vente des

fers à repasser dont la semelle fond si on oublie de les débrancher. 60 000 luminaires halogènes d'extérieur, chirox, qui explosent sous la pluie. Autre bête noire du service des fraudes : les buts mobiles de handball ou de basket-ball à l'origine de plusieurs accidents mortels et qui équipent encore 30 % des terrains de sport.

Mais là aussi les choses s'améliorent, les accidents domestiques sont en baisse de 10 %. La DGCCRF encourage les fabricants à pratiquer l'auto-contrôle de leurs produits. Une pratique préventive que la direction de la concurrence ne peut assumer sans courir le risque de s'épingler elle-même pour concurrence déloyale vis-à-vis des laboratoires privés, ou de diversification abusive d'un monopole public comme elle l'a reproché à EDF-GDF.

Quant à Monsieur et Madame, ils partent ce soir en vacances. Ils ne sont pas pour autant au bout de leurs déconvenues tant le touriste reste une proie rêvée pour le fraudeur. Lancée en juin, l'opération interministérielle vacances s'est traduite par le contrôle de près de 10 000 établissements, débouchant sur 2 000 avertissements et plus de 600 procès-verbaux. C'est ainsi qu'un hôtel de la Manche, dont la direction avait facturé deux fois le petit déjeuner à 48 vétérans américains, a été lourdement verbalisé. A nos libérateurs, avec notre meilleur souvenir.

Antoine BUSSY

La DGCCRF met à disposition jusqu'à fin août un numéro vert, 06.12.05.12 pour tout problème de consommation.